



FR

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**ANNEXE 2**

**de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République du Congo pour 2021**

**Document d'action Contribution à l'opérationnalisation du programme d'utilisation durable des terres, dans le cadre de l'initiative pour la forêt d'Afrique centrale (CAFI)**

**PLAN D'ACTION ANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23(2) du règlement IVCDCI - Europe dans le monde.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

<b>1. Intitulé</b> <b>CRIS/OPSYS</b> <b>Acte de base</b>	<b>Contribution à l'opérationnalisation du programme d'utilisation durable des terres, dans le cadre de l'initiative pour la forêt d'Afrique centrale (CAFI)</b> Numéro CRIS : NDICI AFRICA/2021/043-223  Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI - Europe dans le monde)
<b>2. Initiative 'Team Europe'</b>	Oui : Partenariat pour les forêts - République du Congo
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée à l'endroit suivant : République du Congo, sur l'ensemble du territoire national.  Un focus pourra être apporté sur les départements constitués de zones de forêts à Haut stock de carbone (HSC) et Haute valeur de conservation (HVC).
<b>4. Document de programmation</b>	Programme indicatif pluriannuel (PIP) 2021 – 2027 pour la République du Congo
<b>5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés</b>	Domaine prioritaire 2 du PIP en République du Congo 2021-2027 « Gestion durable des ressources naturelles, préservation de l'environnement et lutte contre le changement climatique »
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>	
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	Gestion durable des ressources naturelles, préservation de l'environnement et lutte contre le changement climatique Protection de la biosphère
<b>7. Objectifs de</b>	ODD principal: 15 « Vie terrestre »

<b>développement durable (ODD)</b>	Autres ODD importants: 1 « pas de pauvreté », 2 « faim zéro », 4 « éducation de qualité », 5 « égalité entre les sexes », 7 « énergie propre et d'un coût abordable », 8 « travail décent et croissance économique », 10 « inégalités réduites », 12 « consommation et production responsables », 13 « mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques »			
<b>8 a) Code (s) CAD</b>	Principal code CAD – 41020 Protection de la biosphère – 70 % Sous-code 1 – 31165 Développement agricole alternatif – 10 % Sous-code 2 – 31261 Reboisement (bois de chauffage et charbon de bois) – 10 % Sous-code 3 – 23110 Politique énergétique et gestion administrative – 10 %			
<b>8 b) Principal canal de distribution @</b>	Canal 1 - 47000 Autre institution multilatérale (Agence française de développement - AFD)			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Education			
<b>10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)</b>	<b>Objectif politique général @</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Biodiversité @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>11. Marqueurs internes et Tags:</b>	<b>Objectifs politiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Numérisation	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Tags: connectivité numérique gouvernance numérique		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
<b>12. Montants concernés</b>	Ligne budgétaire: BGUE-B2021-14.020121-C1-INTPA Coût total estimé: 60 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE: 15 000 000 EUR Cette action est cofinancée en parallèle par: - Agence française de développement (AFD) pour un montant de 15 000 000 EUR; - Fonds fiduciaire de la « Central African Forest Initiative » (CAFI) pour un montant de 30 000 000 EUR (environ 35 000 000 USD).			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
<b>13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)</b>	Modalité du projet : <b>Gestion indirecte</b> avec l'Agence française de développement (AFD)			

## 1.2 Résumé de l'Action

La forêt d'Afrique centrale est la deuxième plus vaste au monde, avec une surface de la taille de l'Europe occidentale. Elle représente 30 % de la couverture végétale du continent africain. Elle absorbe près de 1,5 milliards de tonnes de CO2 chaque année. La préservation de la forêt du Bassin du Congo représente un enjeu planétaire pour la lutte contre le changement climatique, et fournit ainsi une contribution significative à l'atteinte des objectifs du Pacte vert. En République du Congo, la forêt couvre environ 65 % du territoire national. Le secteur du bois contribue à plus de 5 % du produit intérieur brut (PIB) et représente le second employeur, après la fonction publique. Le secteur forêt, bien qu'ayant un bilan d'absorption de CO2 positif, a émis 24,8 MtCO2 en 2015 à cause de la déforestation, dont l'extension agricole est l'une des premières causes. Les pratiques traditionnelles d'abattis/brulis sont notamment responsables de ces relargages de carbone dans l'atmosphère. La prise en compte du changement climatique et de la situation agricole actuelle et future est indispensable pour apporter des réponses globales et cohérentes aux enjeux de sécurité alimentaire du pays.

La présente action s'inscrit dans le cadre de l'Initiative pour la forêt d'Afrique centrale (CAFI) en général, et plus particulièrement du Programme d'utilisation durable des terres (PUDET) et son portefeuille d'activités pour la mise en œuvre d'investissements opérationnels dans les secteurs agricoles et forestiers alignés. Ce dernier vise à élaborer un cadre d'aménagement durable du territoire national, à préciser le domaine forestier permanent et les zones

dédiées au développement agricole (sans risque de déforestation) et à sécuriser les droits fonciers des communautés locales et des populations autochtones en réduisant l'impact des activités extractives sur les forêts. Ce programme a été attribué à l'Agence française de développement (AFD), suite à un appel à manifestations d'intérêt, par le Conseil d'administration de CAFI.

L'objectif global de la présente action est de contribuer à une gestion durable des ressources naturelles et de préserver le patrimoine naturel exceptionnel de la République du Congo.

Conformément à la réforme du cadre d'aménagement du territoire, initiée par la loi n°43-2014 du 10 octobre 2014 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire, aux plans de développement agricole et aux schémas directeurs d'approvisionnement en énergie durable en résultant, produits principaux du PUDT, la présente action contribue aux objectifs spécifiques suivants :

1. Des filières agricoles zéro-déforestation, inclusives et durables, sont développées
2. La déforestation et la dégradation des forêts issues de prélèvements anarchiques en bois-énergie dans les bassins d'approvisionnement des grands centres urbains sont réduites
3. Le développement d'énergies renouvelables est soutenu

Au sein de l'Initiative de l'Équipe Europe (TEI) « Partenariat pour les forêts », les partenaires européens peuvent avoir, ensemble, un impact transformateur en République du Congo. Ainsi, avec une approche Équipe Europe et le levier de la contribution financière de l'UE, cette action renforcera le positionnement politique et stratégique de l'UE et ses États membres en tant que partenaire clé pour la préservation des forêts du Bassin du Congo. Cette action n'est pas seulement une opportunité de poursuivre les ambitions de créer et opérationnaliser un cadre solide pour la gestion durable des ressources naturelles au Congo, et de ce fait de contribuer également à la lutte contre les changements climatiques, mais aussi de promouvoir une alternative à l'approche prédatrice de certains acteurs, notamment ceux à capital asiatique, vis-à-vis des ressources naturelles du pays.

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

Située au cœur du bassin du Congo, la République du Congo possède une vaste surface forestière, évaluée à 22 334 000 ha, soit 65,4 % de la superficie des terres émergées, auxquelles s'ajoutent approximativement 59 000 ha de forêts de plantations. Bien que les taux de changement du couvert forestier restent faibles avec un taux de déforestation annuel brut de 0,07 %, les émissions de gaz à effet de serre (GES) issues du secteur de la déforestation et de la dégradation des forêts constituent la principale source des émissions nationales avec 19,2 MtCO<sub>2</sub>eq/an en 2015, selon le Niveau des émissions de référence pour les forêts (NERF). De ce fait, le pays présente un fort potentiel pour l'atténuation du changement climatique via la réduction des émissions de GES du secteur de l'Utilisation des terres, leurs changements et la forêt (UTCF) et l'augmentation du stockage de carbone dans la biomasse.

La situation nutritionnelle au Congo est préoccupante, avec une insécurité alimentaire prévalant sur l'ensemble du territoire. Les disponibilités énergétiques quotidiennes assurées par la production nationale sont en deçà des normes recommandées par le comité mixte Organisation mondiale de la Santé/Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (OMS/FAO) pour l'Afrique. Les habitudes alimentaires varient au sein de la population en fonction des départements, impliquant une disparité dans la répartition de la malnutrition chronique. On retrouve plus de cas de malnutrition chez les filles (27 %), la tranche d'âge 18-23 mois (38 %) et en milieu rural (33,6 %). La prise en compte du changement climatique et de la situation agricole actuelle et future est indispensable pour apporter des réponses globales et cohérentes aux enjeux de sécurité alimentaire du pays.

Reconnaissant l'importance de la problématique du changement climatique, la République du Congo a ratifié l'Accord de Paris de la Convention cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) le 21 avril 2017. À ce titre, la République du Congo a soumis une Contribution prévue déterminée au niveau national (CPDN) ambitieuse, qui prévoit une réduction de ses émissions nationales de 48 % et de 55 % par rapport, respectivement, au scénario de développement non maîtrisé (ou tendanciel) de 2025 et 2035.

L'Initiative pour la forêt de l'Afrique centrale (CAFI), lancée en 2015, ambitionne de soutenir financièrement les pays d'Afrique centrale signataires de la Déclaration de Paris pour atténuer les changements climatiques, réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire et contribuer à un développement à faibles émissions qui préserve les forêts. La

République du Congo est engagée dans un processus de développement durable structuré qui intègre une préservation et une gestion durable de ses forêts et de ses ressources naturelles, une diversification de son économie et une amélioration de sa sécurité alimentaire. La République du Congo s'est, en outre, engagée auprès de la CCNUCC à limiter ses émissions de GES en mettant en œuvre une trajectoire de développement à faibles émissions essentiellement basée sur le secteur de l'UTCf.

CAFI et la République du Congo partagent ainsi une vision commune du développement durable basée sur une approche holistique et plurisectorielle qui intègre à la fois une volonté de préservation des forêts et des objectifs de développement socio-économique. Dans ce contexte, le président de la République du Congo et le président de la République française, en sa qualité de président du Conseil d'administration de CAFI, ont signé le 3 septembre 2019 une Lettre d'intention (LoI) pour protéger les forêts du pays et accélérer la lutte contre le changement climatique. Elle comporte des engagements ambitieux, articulés autour de 8 objectifs et 52 jalons, qui soulignent la volonté particulière du pays en la matière avec notamment, la non conversion des forêts à haut stock de carbone (HSC) et haute valeur de conservation (HVC), la fixation d'un plafond de conversion des forêts non HSC/HVC (plafond provisoire fixé à 20 000 ha par an), la protection et gestion durable des zones de tourbières afin qu'elles ne soient ni drainées ni asséchées, l'orientation des activités agricoles en zones de savanes, etc.

La LoI a été élaborée sur la base des mesures identifiées par le gouvernement dans le cadre de son Pland'investissement (PI) de la stratégie nationale REDD+ pour la période 2018-2025, lui-même capitalisant sur la vision de la marche vers le développement de la République du Congo ainsi que les stratégies sectorielles nationales déclinant et opérationnalisant cette vision.

Le premier objectif de la LoI consiste à mettre en œuvre un processus de planification spatiale multisectorielle durable et permanent conciliant le développement économique avec la gestion durable des ressources naturelles en garantissant l'équilibre entre les différents usages de la terre, tout en minimisant les risques de conflits liés aux usages incompatibles des terres conformément aux orientations prises dans la Loi n°043-2014 du 10 octobre 2014 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire. Celle-ci stipule notamment que « l'État met en œuvre une politique d'affectation des terres qui garantit le développement concomitant des différents secteurs d'activités et respecte les différentes formes de propriété foncière » et met en place les organes de concertation multisectoriels nationaux et départementaux nécessaires à sa mise en œuvre.

Conscient qu'un processus d'aménagement du territoire national, encore à ses prémices, peut s'avérer particulièrement complexe, long et coûteux, un programme en lui-même ne permettra probablement pas, en 5 ans, d'atteindre l'objectif recherché. Il devra permettre cependant d'initier le processus de manière performante et durable en se concentrant principalement sur l'aménagement des zones rurales (qui regroupent toutes les terres en dehors du périmètre urbain et périurbain conformément à la classification des terres proposée dans la loi foncière), en ligne avec les objectifs de la LoI et à la vision de développement du pays.

Dans ce cadre, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé par CAFI pour sélectionner les agences d'exécution qui mettraient en œuvre les différents axes programmatiques définis sur base de la LoI. Par décision du conseil d'administration de CAFI et du gouvernement de la République du Congo, l'Agence française de développement (AFD) a été sélectionnée pour développer et mettre en œuvre (i) un Programme d'utilisation durable des terres (PUDT) pour un montant de 15 000 000 USD du fonds fiduciaire CAFI + 7 000 000 EUR de l'AFD, et (ii) un portefeuille d'activités pour la mise en œuvre d'investissements opérationnels dans les secteurs agricoles et forestiers alignés aux résultats et conclusions du PUDT, pour 15 000 000 USD à 20 000 000 USD du Fonds fiduciaire de CAFI + 8 000 000 EUR de l'AFD. Ces investissements permettront de soutenir des pilotes sur l'opérationnalisation du processus d'utilisation des terres, incluant le développement d'une agriculture sensible au changement climatique et de zéro-déforestation, la mise en œuvre des schémas d'approvisionnement en énergie durable et la gestion durable des zones HSC/HVC. Ce portefeuille d'activité se concentrera sur la mobilisation d'investissements publics et privés et de pilotes de mécanismes financiers innovants.

La présente action contribue au PUDT et son portefeuille d'activités pour la mise en œuvre d'investissements opérationnels dans les secteurs agricoles et forestiers, développé et mis en œuvre par l'AFD, dans le cadre de CAFI.

## 2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes: Bien que disposant d'un potentiel de production important grâce à ses conditions naturelles favorables et un grand potentiel de terres cultivables (10 000 000ha), la production agricole nationale ne

répond pas à la demande. Alors que des débouchés nationaux et régionaux existent, la part de l'agriculture, de l'élevage, de la chasse, et de la pêche dans le PIB est passée de 27,0 % en 1960 à 4,5 % en 2016. Aujourd'hui, 90 % des surfaces arables ne sont pas exploitées et 85 % des produits agricoles sont importés. Des sols appauvris (intensification des cultures, lessivage, etc.) et des accès limités aux moyens techniques et financiers pour améliorer la production (régénération des sols, gestion de l'eau, etc.) limitent les rendements. L'agriculture du pays est caractérisée par une agriculture de subsistance itinérante sur brûlis, qui occupe 81 % des terres cultivées et produit 98 % de la production vivrière nationale. Ces cultures itinérantes sont actuellement situées pour la majorité dans des zones forestières, convoitées pour la fertilité des sols et pour limiter les dépenses de location des espaces mis en jachère. La transition de l'agriculture itinérante vers des meilleures pratiques est entravée par un accès difficile au foncier et qui empêche l'installation des petits exploitants sur des terres ainsi que la gestion durable de la fertilité des sols. Ainsi, l'agriculture itinérante sur brûlis en zone forestière représente la principale cause de déforestation historique en République du Congo. Le secteur forêt, bien qu'ayant un bilan absorbateur de CO<sub>2</sub>, a émis 24,8 MtCO<sub>2</sub> en 2015 à cause de la déforestation, dont l'extension agricole est l'une des premières causes. Les pratiques traditionnelles d'abattis/brulis sont notamment responsables de ces relargages de carbone dans l'atmosphère.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action: Les parties prenantes de la présente action sont: le gouvernement de la République du Congo, CAFI (et donc sa coalition de bailleurs détaillée plus bas), l'AFD en tant qu'agence principale de mise en œuvre (qui favorisera les partenariats avec des centres de recherche européens), les autorités locales, les organisations de la société civile agricole (association, groupement agricole, union locale et départementale), les acteurs privés actifs dans le secteur forestier/agricole et les Communautés locales et populations autochtones (CLPA).

En République du Congo, environ 70 % des actifs agricoles sont des femmes et les activités dans ce domaine bénéficieront prioritairement et au minimum à hauteur de 70 % à ce groupe cible.

CAFI s'assure de la coordination des financements des membres de son Conseil d'administration ainsi que des fonds alignés (cela concerne le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, l'Union européenne, la Norvège, la Corée du Sud et les Pays-Bas) pour l'atteinte des objectifs conjointement agréés dans la LoI. Sous la tutelle du Premier ministre, un dialogue politique est engagé entre treize ministères et CAFI pour traduire les objectifs de la LoI en politiques et actions à tous les niveaux. Ce dialogue politique s'inscrit parfaitement dans le cadre du Partenariat pour les forêts. En outre, la recherche de synergies et de possibles collaborations avec toute initiative dans les domaines d'intervention, notamment les plantations forestières, y compris du secteur privé, comme le projet de boisement de « Total Nature Based Solutions », fait partie intégrante des engagements de l'initiative. À noter que les États-Unis n'ont pas de coopération bilatérale au Congo mais soutiennent certaines actions, notamment dans le domaine de la conservation.

L'objectif du programme, auquel contribue la présente action, vise à sécuriser les droits fonciers des communautés locales et des populations autochtones en réduisant l'impact des activités extractives sur les forêts. À cet effet, les CLPA seront bénéficiaires de la présente action et seront impliquées dans sa mise en œuvre. Il sied de noter qu'une observation indépendante réalisée par la société civile sera mise en place dans le cadre général de CAFI pour veiller au respect de l'atteinte des jalons fixés dans sa LoI, à l'image de l'observation indépendante des forêts développée et mise en œuvre par la société civile dans le cadre du processus lié aux Accords de Partenariat Volontaires (APV) pour l'application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux (Forest law enforcement, governance and trade - FLEGT).

### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est de contribuer à une gestion durable des ressources naturelles et de préserver le patrimoine naturel exceptionnel de la République du Congo (objectif global).

Les objectifs spécifiques (résultats) de cette action sont les suivants:

1. Des filières agricoles zéro-déforestation, inclusives et durables, sont développées
2. La déforestation et la dégradation des forêts issues de prélèvements anarchiques en bois-énergie dans les bassins d'approvisionnement des grands centres urbains sont réduites
3. Le développement d'énergies renouvelables est soutenu.

Les produits de cette action contribuant aux objectifs spécifiques (effet(s) attendu(s)) correspondants sont les suivants:

En lien avec l'objectif spécifique 1. *Des filières agricoles zéro-déforestation, inclusives et durables, sont développées:*

- 1.1 Des filières agricoles, inclusives et durables sont développées, en zones savanicoles
- 1.2 Des approches agricoles de nature agro-écologiques et sensibles au changement climatique sont développées et mises en application.

En lien avec l'objectif spécifique 2. *La déforestation et la dégradation des forêts issues de prélèvements anarchiques en bois-énergie dans les bassins d'approvisionnement des grands centres urbains sont réduites :*

- 2.1 Des mécanismes de lutte contre le prélèvement anarchique en bois-énergie dans les bassins d'approvisionnement de Brazzaville et Pointe-Noire sont mis en place
- 2.2 Des plantations agroforestières sont développées.

En lien avec l'objectif spécifique 3. *Le développement d'énergies renouvelables est soutenu:*

- 3.1 Le recours à des nouvelles sources d'approvisionnement en bois-énergie durables et/ou à la valorisation des déchets ligneux est favorisé, y compris pour les populations vulnérables
- 3.2 Des mécanismes d'amélioration des technologies de transformation et d'utilisation du bois-énergie sont mis en place, y compris pour les populations vulnérables
- 3.3 Des projets pilotes innovants de substitution au bois-énergie sont développés, y compris pour les populations vulnérables.

### 3.2 Activités indicatives

À titre indicatif, l'action pourrait financer les activités suivantes :

Activité contribuant au produit 1.1. *Des filières agricoles, inclusives et durables sont développées, en zones savanicoles:*

- ⇒ Développer des filières agricoles, inclusives et durables en zones savanicoles

Activité contribuant au produit 1.2. *Des approches agricoles de nature agro-écologiques et sensibles au changement climatique sont développées et mises en application :*

- ⇒ Développer et mettre en application des approches de nature agro écologiques et sensibles au changement climatique.

Activité contribuant au produit 2.1. *Des mécanismes de lutte contre le prélèvement anarchique en bois-énergie dans les bassins d'approvisionnement de Brazzaville et Pointe-Noire sont mis en place :*

- ⇒ Mettre en place des mécanismes de lutte contre le prélèvement anarchique en bois-énergie dans les bassins d'approvisionnement de Brazzaville et Pointe-Noire.

Activité contribuant au produit 2.2. *Des plantations agroforestières sont développées :*

- ⇒ Développer des plantations agroforestières.

Activité contribuant au produit 3.1. *Le recours à de nouvelles sources d'approvisionnement en bois-énergie durables et/ou à la valorisation des déchets ligneux est favorisé, y compris pour les populations vulnérables:*

- ⇒ Favoriser le recours à de nouvelles sources d'approvisionnement en bois-énergie durables et/ou à la valorisation des déchets ligneux, y compris pour les populations vulnérables.

Activité contribuant au produit 3.2. *Des mécanismes d'amélioration des technologies de transformation et d'utilisation du bois-énergie sont mis en place, y compris pour les populations vulnérables:*

- ⇒ Mettre en place des mécanismes d'amélioration des technologies de transformation et d'utilisation du bois-énergie, y compris pour les populations vulnérables.

Activité contribuant au produit 3.3. *Des projets pilotes innovants de substitution au bois-énergie sont développés, y compris pour les populations vulnérables:*

- ⇒ Développer des projets pilotes innovants de substitution au bois-énergie, y compris pour les populations vulnérables.

L'engagement de la contribution de l'UE à l'Initiative Team Europe prévues dans le cadre de ce plan annuel d'action sera complété par d'autres contributions de la part de partenaires de l'Équipe Europe. Elle est conditionnée à la confirmation formelle par chaque partenaire de sa contribution substantielle dès que possible. Dans l'hypothèse

où cette TEI et/ou ces contributions ne se concrétisent pas l'action de l'UE pourra continuer hors du cadre des TEI.

### 3.3 Intégration des questions transversales

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

L'action contribue directement à lutter contre le changement climatique et à protéger l'environnement en général - le couvert forestier en particulier. La réduction de la déforestation liée aux pratiques néfastes des secteurs agricole et forestier est l'objectif central de ce programme, le qualifiant 100 % « climat » sur les volets atténuation et adaptation.

Selon la version révisée de 2021 de sa Contribution déterminée au niveau national (CDN) proposée à la CNUCC, la République du Congo estime que le secteur de l'utilisation des terres et du changement d'affectation des terres et foresterie (UTCATF) est la seconde source d'émissions de gaz à effet de serre au Congo, en contribuant à hauteur de 3 MtCO<sub>2</sub>e/ an soit près de 30 % du total des émissions de GES du pays. La stratégie nationale REDD+ a mis en exergue le risque de déforestation majeur que représenterait le développement de l'agro-industrie (ATAMA Plantation, Lexus Agri, HEVECO, etc.). À terme, il pourrait s'agir de la première cause de déforestation nationale, émettant 12,7 MtCO<sub>2</sub>eq/an. Cette perspective justifie l'approche du programme notamment son accompagnement aux entreprises vers l'adoption de meilleures pratiques.

Le système de suivi-évaluation du programme, mobilisant la cellule Mesure, notification et vérification (MRV) du Centre national d'inventaire et d'aménagement des ressources forestières et fauniques (CNI AF), permettra d'établir un suivi de la déforestation évitée (et émissions associées).

L'action apporte des réponses aux enjeux de vulnérabilité face au changement climatique, en promouvant des modes d'agriculture durable dans les zones de savanes congolaises.

L'action contribue à la trajectoire bas-carbone du Congo par son action sur deux leviers : (i) la réduction de l'impact environnemental (déforestation) des activités du secteur privé en forêts/tourbières, et (ii) la mise en œuvre de pratiques agricoles durables (agroécologie et agroforesterie) permettant une meilleure gestion des ressources et une réduction de la déforestation. En proposant de gérer le mécanisme de Paiements pour services environnementaux (PSE) que CAFI pourrait instaurer, le programme disposerait d'un instrument incitatif additionnel visant à changer les pratiques des entreprises et communautés provoquant la déforestation.

**Résultats de l'examen de l'évaluation environnementale stratégique (EES)** (pertinent pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique) : Le criblage EES a conclu que les principaux aspects liés à l'environnement et au climat doivent être pris en compte au cours de la conception.

**Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)** (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet) : L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie C (aucune évaluation supplémentaire n'est nécessaire).

**Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques** (pertinent pour les projets et/ou les interventions spécifiques au sein d'un projet) : L'examen analytique des agences de notation a conclu que cette action était à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire).

#### **Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que l'action veillera à prendre en compte les objectifs du 3<sup>ème</sup> Plan d'action genre de l'UE (Gender Action Plan - GAP III)<sup>1</sup> et à respecter l'approche fondée sur les droits humains.

En République du Congo, environ 70 % des actifs agricoles sont des femmes et les projets dans ce domaine bénéficieront prioritairement et au minimum à hauteur de 70 % à ce groupe cible.

Les inégalités hommes/femmes sont davantage marquées en termes de revenus monétaires, les hommes percevant en moyenne environ 25 % de revenus de plus que les femmes. En effet, au Congo, les femmes occupent une place centrale dans les activités socioéconomiques, mais s'insèrent majoritairement dans les secteurs à faible productivité et à faibles revenus. Par ailleurs, la condition de la femme rurale et de la femme autochtone est de facto plus préoccupante qu'en milieu urbain. Les femmes congolaises représentent près de 70 % des actifs agricoles ; de

<sup>1</sup> Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil concernant le Plan d'action Genre de l'Union européenne (GAP) III – An ambitious agenda for gender equality and women's empowerment in EU external action. Ref. SWD(2020) 284 final.



surcroît, leur niveau scolaire est beaucoup plus bas, et les tâches ménagères plus lourdes (recherche d'eau potable et de bois de chauffe, manque d'équipement et pénibilité des travaux agricoles et domestiques, etc.).

Le programme accordera une importance capitale à la question du genre et à la parité homme/femme, notamment à travers le renforcement de l'autonomisation des femmes et la participation à la prise de décision, et le développement d'itinéraires techniques améliorant la productivité du travail, et par conséquent, diminuant la pénibilité du travail.

L'action va former et/ou renforcer les capacités des communautés rurales, et plus particulièrement des femmes et des jeunes, dans diverses activités de subsistance, notamment l'agriculture en systèmes agroforestiers, et la production de bois-énergie, et pourra contribuer à faciliter leur accès au micro-crédit tout en leur apportant des garanties bancaires en vue d'étendre et générer des activités alternatives génératrices de revenus.

Par l'approvisionnement d'énergie, l'action améliorera également la protection des femmes et des filles et réduira le risque de violence sexiste, liée à leur exposition pendant la collecte de bois. Également, l'action améliorera la santé des femmes et des filles par la réduction de la dépendance aux sources polluantes d'énergie.

#### **Droits de l'homme**

Les projets financés par l'action reconnaîtront et respecteront les droits d'usage des terres et des ressources des communautés locales et des populations autochtones ne disposant pas de titre foncier reconnu par le droit moderne. L'action veillera au respect de la législation nationale en vigueur, notamment, la loi n°5-2011 du 25 février 2011 portant promotion et protection des droits des populations autochtones et ses textes d'application (y inclus le Décret n° 2019-201 du 12 juillet 2019 fixant les procédures de consultation et de participation des populations autochtones aux projets et programmes de développement socio-économique). Ainsi, elle veillera à garantir que les projets agricoles, agroforestiers et forestiers financés en intègrent les dispositions. L'approche fondée sur les droits humains sera respectée.

#### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cela implique que le marqueur handicap n'est pas considéré comme un objectif significatif dans cette action. Cependant, leurs besoins seront pris en compte au titre de personnes en situation de vulnérabilité.

#### **Démocratie**

La présente action contribue à améliorer la gouvernance en général, en particulier la gouvernance forestière.

#### **Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

Un plan de réduction des risques sociaux et un mécanisme de dépôt et de résolution des conflits sera produit pour prendre en compte la question de la sensibilité aux conflits, de la paix et de la résilience.

#### **Réduction des risques de catastrophes**

Une évaluation des risques sociaux et environnementaux, identifiera si l'action est en mesure de proposer un mécanisme de prévention des risques de catastrophes.

#### **Autres considérations, le cas échéant**

N/A

### **3.4 Risques et enseignements tirés**

<b>Categorie</b>	<b>Risques</b>	<b>Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)</b>	<b>Impact (Haute/ Moyen/ Faible)</b>	<b>Mesures d'atténuation</b>
Risque pays	Risque 1  La situation politique, sécuritaire et sociale se dégrade	Moyen	Moyen	L'UE continue de soutenir les efforts visant à trouver un nouvel accord entre le Fonds monétaire international (FMI) et la République du Congo, le dernier ayant échoué le 10 avril 2021. L'action proposée contribue

	mettant en péril la mise en œuvre de l'action			à la création de recettes fiscales par la diversification économique et accroît ainsi les marges d'action de l'État. L'UE maintient un dialogue politique continue, avec le Congo, y compris sur des questions du climat social et des aspects de stabilité intérieure et régionale.
Gouvernance de l'action	Risque 2 Le schéma organisationnel et de gouvernance de l'action, trop complexe, n'est pas opérationnel	Moyen	Moyen	Le schéma organisationnel et de gouvernance de l'action sera affiné et adopté par le Conseil d'administration du CAFI et le gouvernement congolais d'ici le 3 <sup>e</sup> trimestre 2021. Le nombre de ministères sectoriels concernés par le programme, dans un pays confronté à de nombreux défis en termes de gouvernance, d'absence d'inter ministérialité, constitue l'ambition du projet mais complexifiera sa mise en œuvre (prise de décision, multiplicités des acteurs, décentralisation éventuelle de la passation de marchés, etc.).
Passation de marchés	Risque 3 Les capacités pour gérer les procédures de passation de marchés ne sont pas suffisantes	Moyen	Moyen	Les capacités de passation de marchés du ministère de l'économie forestière (MEF) et du ministère en charge de l'aménagement du territoire sont bonnes et déjà éprouvées avec les précédents projets de l'AFD. En ce qui concerne le ministère en charge de l'agriculture, l'expérience sur un programme AFD actuellement en cours (le PARSA) démontre la faiblesse de la maîtrise d'ouvrage. Une cellule de passation de marchés sera recrutée par appel d'offres international pour appuyer les différentes maîtrises d'ouvrage dans la bonne exécution des procédures de passations de marchés.
Risques environnementaux et sociaux	Risque 4 Les aspects environnementaux et sociaux (incluant le genre) ne sont pas suffisamment adressés	Faible	Faible	Le programme vise justement à faire en sorte qu'un cadre réglementaire novateur sur les aspects environnementaux (HCV/HSC) et sociaux soit mis en œuvre et associé à un programme d'investissements « zéro-déforestation » et résilients. Une attention particulière sera portée, avant toute proposition d'affectation pour un territoire particulier, que cette dernière ait fait l'objet, par un processus culturellement approprié, d'un consentement libre, informé et préalable des communautés locales et des populations autochtones concernées par cette décision de classement.
Risque climatique	Risque 5 Les risques climatiques ne sont	Faible	Faible	Le programme vise justement à proposer des solutions d'adaptation au changement climatique.

	pas suffisamment pris en compte			
Risques liés à la gestion du financement en délégation	<p>Risque 6</p> <p>Les risques liés à la gestion du financement ne sont pas suffisamment pris en compte</p>	Moyen	Moyen	<p>Le principal risque repose sur la mise à disposition des fonds du CAFI, sachant qu'elle est conditionnée à l'atteinte des jalons de la Lettre d'intention.</p> <p>Par analogie avec les autres pays engagés dans un processus CAFI (Gabon et République démocratique du Congo), il est probable que les décaissements du CAFI se fassent en plusieurs tranches, avec une première tranche ferme et des tranches conditionnées aux résultats du programme et à sa contribution à l'atteinte des jalons de la Lettre d'intention. Le plan de financement CAFI sera connu au moment de l'adoption du Document de programme par son Conseil d'administration. Ces modalités et leurs risques associés sont à prendre en compte, notamment en ce qui concerne le montant de cofinancement en fonds propres de l'AFD et de l'UE.</p> <p>Afin que le financement complémentaire de l'UE soit plus visible, dans les étapes suivantes de la formulation : 1) des résultats spécifiques au financement UE seront identifiés précisément, 2) les modalités de décaissement associés seront prévues et permettront ainsi d'en assurer le plein monitoring.</p>
Risque de change	<p>Risque 7</p> <p>Les risques de change ne sont pas suffisamment pris en compte</p>	Faible	Faible	<p>L'ensemble des paiements directs, tout comme l'essentiel des dépenses, se feront en francs CFA bénéficiant d'une fixité du change avec l'EUR (parité maintenue à 1 EUR = 655,957 XAF). Trois conventions de financement seront signées pour ce programme, deux en EUR (subvention de 15 000 000 EUR de l'AFD du programme et subvention déléguée à l'AFD de 15 000 000 EUR de l'UE) et une troisième en dollars (délégation de fonds comprise entre 30 000 000 USD à 35 000 000 USD du CAFI). Cette dernière Convention, signée en USD, contiendra une provision flexible pour perte de change, qui fera l'objet d'un accord avec le <i>Multi-Partner Trust Fund</i> (MPTF) du PNUD. En fonction de l'évolution du taux de change, le volume financier alloué aux projets agricoles et agroforestiers pourra être ajusté.</p>

**Enseignements tirés:**

Le ministère en charge de l'aménagement du territoire a bénéficié de l'appui de la Banque mondiale (BM) et du *World Resources Institute* (WRI) pour la réalisation d'un premier état des lieux sur les efforts existants en matière de planification et les capacités disponibles en matière d'affectation des terres (secteurs forestier, minier et agriculture). Cet appui a fait l'objet d'un rapport intitulé « Renforcement de l'aménagement du territoire en République du Congo » validé lors d'un atelier à Brazzaville en juin 2016 et d'une feuille de route à suivre pour la révision du Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT). Le processus d'aménagement du territoire national, encore à ses prémices, est complexe, long et coûteux. Ces efforts ont été poursuivis dans le cadre de l'élaboration du Plan d'investissement de la mise en œuvre de la Stratégie nationale REDD+ sur la période 2018-2025 et ont notamment abouti à la proposition d'une idée de projet annexée à ce plan et continuent encore aujourd'hui sur l'élaboration d'un cadastre foncier dynamique. L'ambition de CAFI est de pouvoir contribuer à ce résultat attendu.

### 3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est en cours de définition. Il n'est pas possible à ce stade de la formulation de mettre en évidence les indicateurs, leurs valeurs de référence, leurs cibles et leurs sources de vérification. En effet cette action s'arrime au Programme d'utilisation durable des terres et au portefeuille d'activités pour la mise en œuvre d'investissements opérationnels dans les secteurs agricoles et forestiers alignés, en République du Congo, mis en œuvre par l'AFD dans le cadre de l'initiative pour la forêt d'Afrique centrale (CAFI), qui est en cours d'instruction.

### 3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Modalité de projet (3 niveaux de résultats / indicateurs /valeurs de reference / valeurs cibles / source de données / hypotheses – pas d'activités)

Résultats	Chaine de résultats (a): (maximum 10)	Indicateurs (a): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence ( valeurs et années )	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
Impact	Contribuer à une gestion durable des ressources naturelles et à la préservation du patrimoine naturel exceptionnel de la République du Congo	1 Taux de déforestation annuelle (%) 2 Émissions de gaz à effets de serre évitées (ou séquestrées) en tCO2e	1 0.07 / 2015 2 tbd / 2021	1 tbd / 2026 2 tbd / 2026	1 Statistiques nationales 2 Statistiques nationales	<i>Not applicable</i>
Effet direct 1	1 Des filières agricoles zéro-déforestation, inclusives et durables, sont développées	1.1 Nombre d'hectares cultivés en zone de savane grâce à l'action au niveau national	1.1 0 /2021	1.1 tbd / 2026	1.1 Rapports et missions de terrain	La coordination du programme

<b>Effet direct 2</b>	2 La déforestation et la dégradation des forêts issues de prélèvements anarchiques en bois-énergie dans les bassins d'approvisionnement des grands centres urbains sont réduites	2.1 Nombre d'hectares de plantations agroforestières à vocation énergétique et agricoles au niveau national	2.1 tbd / 2021	2.1 tbd / 2026	2.1 Rapports et missions de terrain 2.2 Rapports et missions de terrain	<p>est bonne</p> <p>L'engagement institutionnel est effectif et les ministères techniques s'impliquent</p> <p>Les parties prenantes sont disponibles pour mettre en œuvre les activités. La coordination du programme est bonne</p>
<b>Effet direct 3</b>	3 Le développement d'énergies renouvelables est soutenu	3.1 % de recours au bois-énergie non renouvelable dans les foyers de Brazzaville et de Pointe-Noire 3.2 Nombre de projets pilote innovants de substitution au bois-énergie développés au niveau national	3.1 tbd / 2021 3.2 0 / 2021	3.1 tbd / 2026 3.2 tbd / 2026	3.1 Rapports et missions de terrain 3.2 Rapports et missions de terrain	
<b>Produit 1 lié à l'effet direct 1</b>	1.1 Des filières agricoles, inclusives et durables sont développées, en zone savanicoles	1.1.1 Nombre d'hectares cultivés dans le cadre de filière agricoles inclusives et durables avec l'appui de l'UE	1.1.1 0 / 2021	1.1.1 tbd / 2026	1.1.1 Rapports et missions de terrain	
<b>Produit 2 lié à l'effet direct 1</b>	1.2 Des approches agricoles de nature agro écologiques et sensibles au changement climatique sont développées et mises en application	1.2.1 Nombre d'approches agricoles de nature agro écologiques et sensibles au changement climatique développées avec l'appui de l'UE 1.2.2 % d'approches agricoles de nature agro écologiques et sensibles au changement climatique mises en application avec l'appui de l'UE	1.2.1 0 / 2021 1.2.2 0 / 2021	1.2.1 tbd / 2026 1.2.2 tbd / 2026	1.2.1 Rapports et missions de terrain	
<b>Produit 1 lié à l'effet direct 2</b>	2.1 Des mécanismes de lutte contre le prélèvement anarchique en bois-énergie dans les bassins d'approvisionnement de Brazzaville et Pointe-Noire sont mis en place	2.1.1 Statut des mécanismes de lutte contre le prélèvement anarchique en bois-énergie dans les bassins d'approvisionnement de Brazzaville et Pointe-Noire mis en place avec l'appui de l'UE	2.1.1 Non disponible / 2021	2.1.1 Disponible / 2026	2.1.1 Rapports et missions de terrain	

<b>Produit 2 lié à l'effet direct 2</b>	2.2 Des plantations agroforestières sont développées	2.2.1 Surface de plantations forestières à vocation énergétiques développés avec l'appui de l'UE	2.2.1 0 / 2021	2.2.1 tbd / 2021	2.2.1 Rapports et missions de terrain	
<b>Produit 1 lié à l'effet direct 3</b>	3.1 Le recours à de nouvelles sources d'approvisionnement en bois énergie durables et/ou à la valorisation des déchets ligneux est favorisé, y compris pour les populations vulnérables	3.1.1 Nombre de projets pilotes permettant de recourir à des sources d'approvisionnement en bois énergie durable développés avec l'appui de l'UE  3.1.2 Nombre de projets pilotes de valorisation des déchets ligneux développés avec l'appui de l'UE	3.1.1 0 / 2021  3.1.2 0 / 2021	3.1.1 tbd / 2026  3.1.2 tbd / 2026	3.1.1 Rapports et missions de terrain	
<b>Produit 2 lié à l'effet direct 3</b>	3.2 Des mécanismes d'amélioration des technologies de transformation et d'utilisation du bois-énergie est améliorée, y compris pour les populations vulnérables	3.2.1 Statut des mécanismes d'amélioration de transformation et d'utilisation du bois-énergie développés avec l'appui de l'UE	3.2.1 Non disponible / 2021	3.2.1 Disponible / 2026	3.2.1 Rapports et missions de terrain	
<b>Produit 3 lié à l'effet direct 3</b>	3.3 Des projets pilotes innovants de substitution au bois-énergie sont développés, y compris pour les populations vulnérables	3.3.1 Nombre des projets pilotes mis en place avec l'appui de l'UE  3.3.2 Statut des projets pilotes mis en place avec l'appui de l'UE	3.3.1 0 / 2021  3.3.2 non opérationnels / 2021	3.3.1 tbd / 2026  3.3.2 opérationnels / 2026	3.3.1 Rapports et missions de terrain  3.3.2 Rapports et missions de terrain	

## 4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il n'est pas envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

### 4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 48 mois à compter de la date de l'adoption par la Commission de la présente décision de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>2</sup>.

#### 4.3.1 Gestion indirecte avec une organisation d'un État-membre

Cette action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec l'Agence française de développement (AFD). La mise en œuvre par cette entité implique la totalité de l'action, à savoir (cf page 7 point 3.2):

Activités contribuant au produit 1.1. *Des filières agricoles, inclusives et durables sont développées, en zone savaniques:*

⇒ Développer des filières agricoles, inclusives et durables en zones savaniques

Activités contribuant au produit 1.2. *Des approches agricoles de nature agro-écologiques et sensibles au changement climatique sont développées et mises en application :*

⇒ Développer et mettre en application des approches de nature agro-écologiques et sensibles au changement climatique

Activités contribuant au produit 2.1. *Des mécanismes de lutte contre le prélèvement anarchique en bois-énergie dans les bassins d'approvisionnement de Brazzaville et Pointe-Noire sont mis en place :*

⇒ Mettre en place des mécanismes de lutte contre le prélèvement anarchique en bois-énergie dans les bassins d'approvisionnement de Brazzaville et Pointe-Noire

Activités contribuant au produit 2.2. *Des plantations agroforestières sont développées :*

⇒ Développer des plantations agroforestières

Activités contribuant au produit 3.1. *Le recours à de nouvelles sources d'approvisionnement en bois-énergie durables et/ou à la valorisation des déchets ligneux est favorisé, y compris pour les populations vulnérables:*

⇒ Favoriser le recours à de nouvelles sources d'approvisionnement en bois-énergie durables et/ou à la valorisation des déchets ligneux, y compris pour les populations vulnérables

Activités contribuant au produit 3.2. *Des mécanismes d'amélioration des technologies de transformation et d'utilisation du bois-énergie sont mis en place, y compris pour les populations vulnérables:*

⇒ Mettre en place des mécanismes d'amélioration des technologies de transformation et d'utilisation du bois-énergie, y compris pour les populations vulnérables

Activités contribuant au produit 3.3. *Des projets pilotes innovants de substitution au bois-énergie sont développés, y compris pour les populations vulnérables:*

⇒ Développer des projets pilotes innovants de substitution au bois-énergie, y compris pour les populations vulnérables

<sup>2</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.



L'entité envisagée a été sélectionnée sur la base des critères suivants : L'AFD a été retenue sur la base de sa longue expérience de coopération au Congo et ses capacités de gestion avérées. De plus, le Programme PUDT précité, auquel contribue la présente action, lui a été confié par le Conseil d'administration de CAFI, en accord avec l'UE.

#### 4.4 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDCI - Europe dans le monde).

#### 4.5 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en EUR)	Contribution indicative de tiers, dans la devise indiquée
<u>Gestion indirecte avec AFD</u> Contribution à l'opérationnalisation du programme d'utilisation durable des terres, dans le cadre de l'initiative pour la forêt d'Afrique centrale (CAFI) Cf. section 4.3.1	15 000 000	
Programme d'utilisation durable des terres et portefeuille d'activités pour la mise en œuvre d'investissements opérationnels dans les secteurs agricoles et forestiers alignés, dans le cadre de l'initiative pour la forêt d'Afrique centrale (CAFI) Cf. section 4.3.1		AFD = 15 000 000 EUR Fonds fiduciaire CAFI = 30 000 000 EUR (environ 35 000 000 USD)
<b>Evaluation</b> – cf. section 5.2 <b>Audit</b> – cf. section 5.3		N.A.
<b>Provision pour dépenses imprévues</b>	N.A.	N.A.
<b>Totaux</b>	<b>15 000 000</b>	45 000 000 EUR

#### 4.6 Structure organisationnelle et responsabilités

Un Comité de pilotage de la présente action rassemblant les représentants de l'AFD, des représentants de l'UE, des ministères techniques impliqués ainsi que d'autres parties prenantes pertinentes dans la mise en œuvre de l'action sera établi, et se réunira au moins deux fois par an pour assurer un suivi adéquat de toutes les activités.

En outre, dans le cadre du Décret n°2020-347 du 4 septembre 2020, « des organes de gestion de la mise en œuvre de la Lettre d'intention portant sur l'établissement d'un partenariat de long terme visant la réalisation du Plan d'investissement de la Stratégie nationale REDD+ » ont été mis en place, notamment un Comité interministériel, un Comité de pilotage, un Secrétariat permanent, des Unités de gestion des programmes/projets. L'Union européenne, en tant que membre du Conseil d'administration de CAFI, sera

invitée en outre à participer aux travers du Comité de pilotage de la mise en œuvre de la Lettre d'intention.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

## 5 MESURE DE PERFORMANCE

### 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données: l'AFD sera responsable de la collecte, de l'analyse et du suivi des données. Une assistance technique peut être mobilisée à cet effet. Les centres de recherches impliqués mettront en place un dispositif de mesure, collecte, analyse de données sur les effets en matière économique, sociale et environnementale de l'action.

### 5.2 Evaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale seront réalisées pour cette action ou ses composantes par des consultants indépendants engagés par le partenaire de mise en œuvre.

L'évaluation à mi-parcours sera réalisée pour résoudre les problèmes, à des fins d'apprentissage. L'évaluation inclura les aspects genre et droits humains.

L'évaluation finale sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à différents niveaux (y compris pour la révision des politiques).

Les rapports d'évaluation seront partagés avec le pays partenaire et d'autres parties prenantes clés, conformément aux meilleures pratiques de diffusion des évaluations. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, en accord avec le pays partenaire, décident conjointement des mesures de suivi à prendre et des ajustements nécessaires, y compris, si nécessaire, la réorientation du projet.

Le financement de l'évaluation est couvert par le budget de l'action.

### 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

Le financement des audits est couvert par le budget de l'action.

## 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

## Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme

<b>Niveau Action</b>		
<input type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action
<b>Groupe d'actions</b>		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'Actions	Références des Actions (CRIS#/OPSYS#):
<b>Niveau Contract</b>		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	
	(...)	
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	